



## La malédiction des anciennes mines d'uranium françaises

Comme aux Bois-Noirs, à la limite de la Loire et de l'Allier, 250 gisements uranifères ont été exploités dans l'Hexagone. Un collectif se bat pour l'assainissement des sites contaminés.

Par PIERRE LE HIR Saint-Priest-la-Prugne (Loire), Envoyé spécial



A Saint-Priest-la-Prugne (Loire), un plan d'eau artificiel de 20 hectares a été empli de 1,3 million de tonnes de résidus miniers. DR

En cette torride journée estivale, on piquerait volontiers une tête dans le plan d'eau noyant le fond de la vallée. Sur les hauteurs, le massif des Bois-Noirs déploie sa sombre sapinière. En contrebas, le village champêtre de Saint-Priest-la-Prugne, à la limite de la Loire et de l'Allier, repose dans une douce torpeur. Mais seuls les canards et les hérons ont droit de baignade. Car ce cadre enchanteur est frappé d'un mauvais sortilège. Une mine d'uranium a été exploitée ici, de 1954 à 1980, flanquée, à partir de 1960, d'une usine de traitement chimique.

Près de quarante ans plus tard, la malédiction pèse toujours. Comme elle le fait aussi autour de la plupart des 250 gisements uranifères de l'Hexagone, répartis sur vingt-sept départements, d'où ont été extraites, entre 1947 et 2001, 76 000 tonnes de minerai, pour fabriquer la bombe atomique puis alimenter en combustible le parc nucléaire. Au prix d'une contamination diffuse mais tenace de ces territoires.

« LE FOND DE LA VALLÉE N'EST QU'UN AMAS DE DÉCHETS RADIOACTIFS. AREVA GAGNE DU TEMPS, AUX DÉPENS DE LA POPULATION », DÉPLORE ARLETTE MAUSSAN, DU COLLECTIF MINES D'URANIUM

« *Entrée interdite. Installation classée pour la protection de l'environnement. Stockage des résidus issus du traitement de minerai d'uranium* », annonce un écriteau fixé sur la barrière barrant l'accès au plan d'eau, que nul vigile ne garde pourtant. Il s'agit en fait d'un bassin artificiel de 20 hectares, aménagé dans l'ancien lit d'une rivière, la Besbre. Une digue haute de 42 mètres et longue d'un demi-kilomètre ferme l'ouvrage.

Au fil des ans, 1,3 million de tonnes de résidus miniers – des sables et des boues chargés d'éléments radioactifs et de produits chimiques – y ont été déversées presque jusqu'à ras bord. Ils sont recouverts d'une « lame » d'eau de deux mètres d'épaisseur, destinée à limiter les émanations de radon, un gaz radioactif issu de la désintégration du radium et responsable de cancers du poumon.

Areva (ex-Cogema), qui a exploité le gisement des Bois-Noirs Limouzat à la suite du Commissariat à l'énergie atomique et qui en a aujourd'hui la responsabilité, avait envisagé de mettre en place une couverture solide pour mieux confiner ces rejets. Mais l'industriel y a renoncé en 2015, en raison, justifie-t-il, de l'opposition de riverains à un projet qui nécessitait des expropriations.

« *Le fond de la vallée n'est qu'un amas de déchets radioactifs. Areva gagne du temps, aux dépens de la population* », déplore Arlette Maussan, une ancienne graveuse sur pierre qui consacre tout son temps au Collectif mines d'uranium, créé en 2012 par une quinzaine d'associations régionales. « *Que se passera-t-il en cas de sécheresse mettant à nu les résidus, ou de précipitations faisant déborder le bassin ? Qui peut garantir que cet entreposage sera sûr dans cent ou dans mille ans ?* », renchérit Bruno Chareyron, directeur du laboratoire de la Commission de recherche et d'information indépendantes sur la radioactivité (Criirad).

Ce n'est que la partie émergée du problème. Le site minier, à l'abandon, comportait une carrière à ciel ouvert, trois puits et 50 kilomètres de galeries plongeant à plus de 400 mètres de profondeur, qui ont été remblayés avec des résidus susceptibles de contaminer les eaux souterraines. Un simple grillage, éventré par endroits, clôturait le terrain.



Une simple barrière garde l'accès du site, classé pour la protection de l'environnement. DR De l'autre côté de la digue, une station de traitement et des bassins de décantation collectent les eaux recueillies par des drains. « *Tout repart dans la Besbre* », dénonce Arlette Maussan. Une canalisation se jette dans la rivière, où Bruno Chareyron a mesuré, dans les mousses, une radioactivité de 324 000 becquerels par kilo (Bq/kg) de matière sèche, alors qu'en amont elle n'est que de 100 Bq/kg. A trente kilomètres en aval, elle est encore de 1 300 Bq/kg. « *La contamination se retrouve dans l'eau, les poissons, la faune et la flore aquatiques* », accuse l'ingénieur en physique nucléaire.

## Le compteur s'affole

Ce n'est pas tout. L'activité minière a généré des montagnes de « stériles » : des roches qu'il a fallu enlever pour accéder au minerai et qui sont plus riches que la moyenne en uranium et en métaux lourds radioactifs, thorium, radium ou polonium. Or ces matériaux ont longtemps été utilisés par les communes et les particuliers, sans précaution aucune, pour refaire des voiries, aménager des parkings ou même des terrains de sport.

Lestée d'un détecteur de rayonnement gamma et d'un radiamètre, Arlette Maussan en fait la démonstration sur le chemin forestier de la Pierre-des-Fées, une plate-forme granitique où, selon la légende, se pratiquaient des sacrifices humains. Posé sur le macadam, le compteur s'affole : alors que le « bruit de fond » naturel est de 150 à 200 coups par seconde, le détecteur crépite, jusqu'à 14 000 signaux par seconde à certains emplacements.





La Criirad effectue régulièrement des prélèvements et des analyses de l'eau se déversant dans la rivière la Bresbe. DR

Le débit de dose (intensité d'irradiation), lui, grimpe jusqu'à saturer l'appareil. Dans une clairière invitant au pique-nique, le plafond autorisé pour le public sur une année entière, soit 1 millisievert, serait atteint en un peu plus de trois jours. « *Areva nous dit que les mesures*



*doivent être faites à un mètre du sol. Mais, ici, les promeneurs viennent en famille, avec des enfants », s'inquiète la militante.*

Les autres sites uranifères français paient eux aussi le tribut de ce passé. Il en est sorti, outre de l'uranium, 50 millions de tonnes de résidus, stockés dans les enclaves minières, et 170 millions de tonnes de stériles, qui ont été amoncelés en tas – 165 de ces « verses » ont été répertoriées dans l'Hexagone – ou dispersés çà et là.

## Engagement à assainir

*« Autour de ces mines, la pollution radioactive de l'air, des sols et de l'eau expose les riverains à des risques sanitaires non négligeables et, dans certains cas, inacceptables, alerte Bruno Chareyron. Même s'il s'agit de faibles doses, sur le long terme, elles augmentent la probabilité de décès par cancer. »* On parle ici de très long terme, la radioactivité de l'uranium 238 ne diminuant de moitié qu'au bout de 4,5 milliards d'années.

Areva, qui assume l'héritage d'une extraction souvent menée par d'autres exploitants, affirme procéder chaque année à 30 000 analyses de l'air, de l'eau, de la végétation et de la chaîne alimentaire. En 2009 et 2010, l'industriel a fait réaliser un survol aérien de 3 000 km<sup>2</sup>, pour cartographier les zones radioactives. Et il s'est engagé à assainir en priorité les plus contaminées.

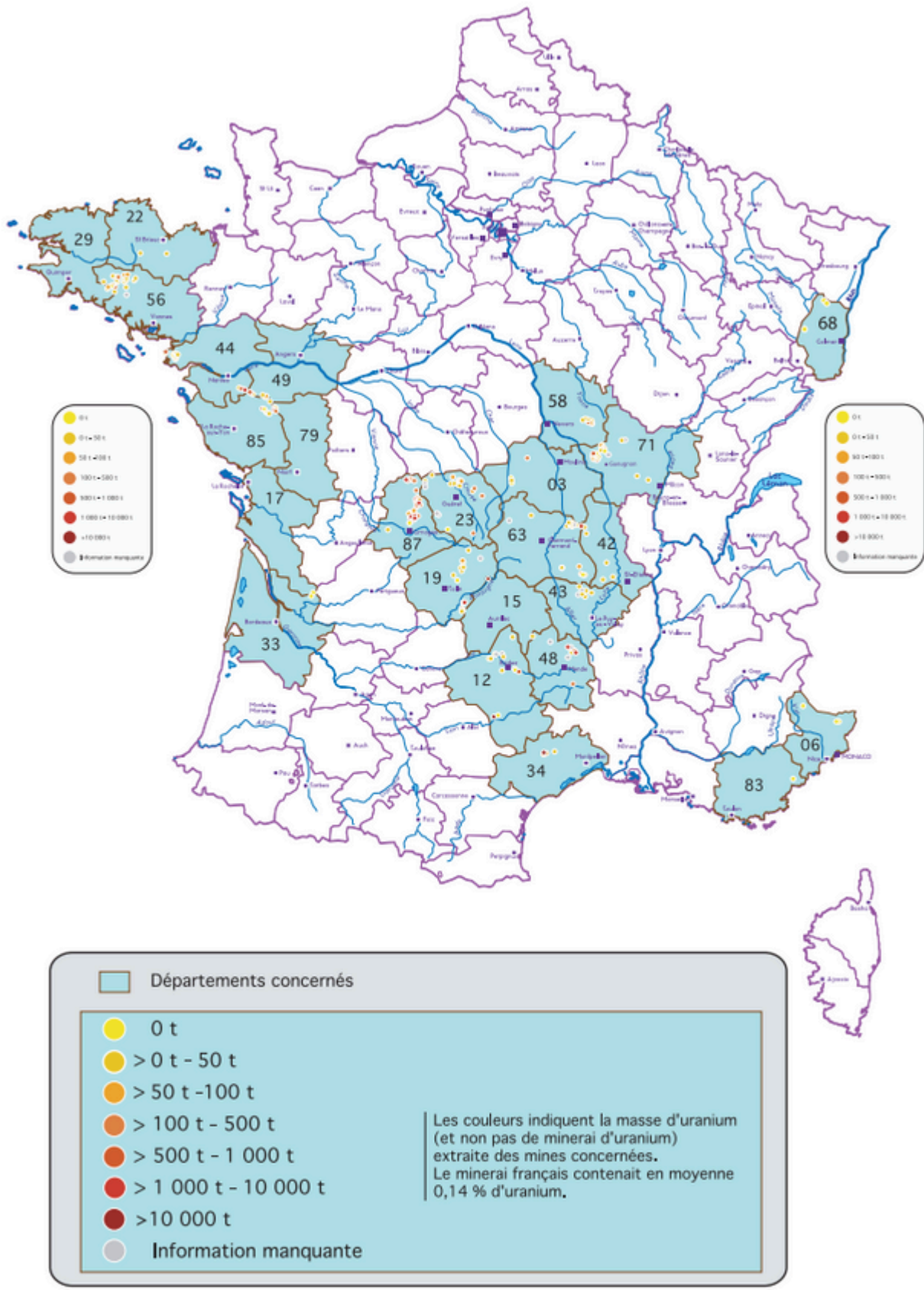


Le collectif des Bois-Noirs mesure la radioactivité des sites aménagés avec des stériles miniers.DR

Aux Bois-Noirs ont été « nettoyés », par enlèvement des stériles, une scierie, le parking d'un foyer de ski de fond ou des cours de maison. Il subsiste toutefois des points chauds, comme une ancienne scierie construite sur 8 000 m<sup>3</sup> de stériles, où a été mesuré un niveau de radon de plus de 3 000 becquerels par mètre cube (Bq/m<sup>3</sup>) d'air, au-delà du seuil d'alerte fixé à 2 500 Bq/m<sup>3</sup> pour les lieux de vie ou de travail.

« *Le plan d'action d'Areva est globalement satisfaisant, s'il est mené jusqu'au bout, y compris sur les sites moins pollués* », juge Christophe Kassiotis, responsable de ce dossier à l'Autorité de sûreté nucléaire. Celle-ci s'inquiète pourtant de l'abandon du projet de réaménagement du bassin artificiel de Saint-Priest-la-Prugne, qui « *semble traduire un désengagement plus général de l'entreprise* ».

« *Voilà quarante ans que nous nous battons* », soupire Arlette Maussan. Avec son collectif, elle a demandé audience au ministre de la transition écologique et solidaire, Nicolas Hulot. Le spectre des anciennes mines d'uranium n'a pas fini de hanter les Bois-Noirs.



Carte de France des mines d'uranium, exploitées de 1947 à 2001. CRIIRAD

Par PIERRE LE HIR Saint-Priest-la-Prugne (Loire), Envoyé spécial

Publié Le 04.08.2017 à 11h20

[Enregistrer](#)